



Extrait du Elus communistes et apparentés de Vénissieux

<http://gec.venissieux.org/Exigeons-le-droit-a-une-vie-digne>

# Exigeons le droit à une vie digne !

- Les élus interviennent... -

Date de mise en ligne : mardi 19 janvier 2010

---

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits réservés

---

**Venez signer la pétition, à l'initiative de la municipalité, en Mairie et dans de nombreux lieux publics (mairies annexes, maisons de quartier, centre sociaux...). Les cartes seront adressées collectivement au Préfet de Région fin mars-début avril, période à laquelle prendra fin la trêve hivernale.**

## EXIGEONS LE DROIT À UNE VIE DIGNE !

7 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, 2 millions de travailleurs pauvres, 16 000 enfants sans domicile fixe, 3 millions de personnes sans logement ou mal-logés... Un seul mot : hon-teux ! la majorité municipale a fait de la lutte contre la pauvreté une priorité de son mandat 2008/2014. Mise en place lors de la réunion publique de novembre 2008, la commission de « lutte contre la pauvreté :pour une vie digne » a centré ces travaux 2009 sur les familles monoparentales, car ces parents isolés avec des enfants sont particulièrement touchés par le manque de revenus. Plus de 150 personnes s'étaient déplacées pour la restitution des travaux qui a eu lieu le 3 décembre.

Avant la commission, la Marche régionale des chômeurs a été reçue à l'hôtel de ville. Elle a été initiée par le collectif Droits nouveaux, qui regroupe de nombreuses associations, syndicats, avec le soutien de partis politiques.

Premier constat : l'isolement d'un grand nombre de familles : personnes qui ne travaillent pas, qui ont un sentiment d'échec, qui ont peur des institutions... ce sont des familles qui aujourd'hui sont invisibles. Des propositions doivent maintenant être élaborées, par exemple sur les modes de garde d'enfants et sur l'accès à la santé. La pauvreté, ce sont des gens qui ne peuvent plus joindre les deux bouts, qui sont obligés de limiter les soins, les repas, qui font face à un endettement croissant... Au coeur de l'exploitation économique, les salaires baissent, les conditions de travail se dégradent. Il faut donc sans cesse rappeler que ces situations d'extrême précarité sont essentiellement liées à la dégradation de l'emploi, notamment en cette période de crise, à la question des profits financiers et du « règne de l'argent ».

L'Etat doit assumer ses responsabilités de redistribution et de protection. Michèle Picard a donc décidé de l'interpeller à travers une pétition « Exigeons le droit à une vie digne ». Des propositions sont faites au chef de l'Etat pour enrayer la pauvreté dans notre pays : un réel accès aux soins de qualité pour tous ; un moratoire suspensif de tous les plans de licenciements dans les entreprises qui réalisent des profits et/ou distribuent des dividendes à leurs actionnaires ; une garantie d'accès au logement pour tous et un arrêt de la machine à exclure les familles qui, faute de ressources suffisantes, ne peuvent accéder à ce droit constitutionnel. Cette pétition prolonge les actions menées par les élus communistes et apparentés de la ville, telles que les arrêtés anti-expulsion, anti coupure énergie. Cette carte pétition est disponible en mairie et dans de nombreux lieux publics (mairies annexes, maisons de quartier, centre sociaux...). Les cartes seront adressées collectivement au Préfet de Région fin mars-début avril, période à laquelle prendra fin la trêve hivernale.